

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°AP-2024-50-DREAL  
PORTANT MISE EN DEMEURE**

**Société SOLVAY FRANCE**  
Communes de Tavaux, Damparis et Abergement-la-Ronce (39500)

Le Préfet du Jura  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et suivants et L.511-1 ;

Vu le Code de Justice Administrative ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques et notamment ses articles 2, 8 et 13 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30-DREAL du 25 juillet 2019 codifiant et renforçant les prescriptions applicables à la société SOLVAY FRANCE et notamment son article 5-2 du titre 3-D-1 ;

Vu le courrier de l'exploitant du 7 juin 2023 adressé à l'inspection des installations classées et relatif au stockage de gaz inflammables liquéfiés exploité par le service Fluorés :

- sollicitant un aménagement de certaines dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 sur trois réservoirs, en application de l'article 13 dudit arrêté ;
- indiquant que la mise en conformité de quatre réservoirs à certaines dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 n'est pas nécessaire, car ces réservoirs, datant de 1985, bénéficient de la clause d'antériorité mentionnée à cet article ;
- informant de l'étude de la mise en conformité d'un réservoir datant de 1996 à certaines dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 ;
- informant de la mise en conformité, d'ici fin 2023, d'un réservoir à certaines dispositions de l'article 5-2-2 du titre 3-D-1 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2019 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 5 septembre 2023 demandant à l'exploitant d'apporter les compléments et justifications nécessaires à la poursuite de l'instruction de son courrier du 7 juin 2023 ;

Vu le courrier de l'exploitant du 17 juin 2024 en réponse informant l'inspection des installations classées des éléments suivants :

- les études en cours pour la mise en conformité des trois réservoirs visés initialement pas la demande d'aménagement ;
- les études en cours pour la mise en conformité des quatre réservoirs considérés initialement comme bénéficiant de la clause d'antériorité ;
- l'étude en cours pour la mise en conformité d'un réservoir ;
- la réalisation en octobre 2023 de la mise en conformité d'un réservoir ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant le 7 août 2024, en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

Vu le courriel en réponse de l'exploitant du 30 août 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 30 août 2024 ;

Considérant que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétence met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 prescrit les dispositions suivantes :  
« Le surremplissage est prévenu par un contrôle du niveau de la surface libre de la phase liquide. Ce niveau est mesuré en continu. Le résultat de la mesure est mis à la disposition de l'exploitant et de la personne en charge du remplissage. [...]. Deux seuils de sécurité sont fixés :

- un seuil « haut », lequel ne peut excéder 90 % du volume du réservoir ;
- un seuil « très haut », lequel ne peut excéder 95 % du volume du réservoir.

Le franchissement de ces seuils est détecté par des dispositifs indépendants de la mesure en continu prévue au premier paragraphe ci-dessus. Par des dispositifs d'asservissement appropriés, le franchissement du niveau « haut » entraîne l'arrêt automatique de l'approvisionnement du réservoir, sans temporisation, et l'information immédiate de l'exploitant et de l'opérateur effectuant la manœuvre de remplissage.[...] » ;

Considérant que ces dispositions sont applicables au 29 janvier 2008 pour les installations existantes en application de l'article 14 dudit arrêté ministériel ;

Considérant que les trois réservoirs susvisés sont actuellement équipés d'une mesure de poids en lieu et place d'une mesure de niveau de la surface libre de la phase liquide ;

Considérant que l'exploitant s'est engagé dans son courrier du 17 juin 2024 à mettre en conformité ses trois réservoirs en les équipant chacun d'une mesure de niveau de la surface libre de la phase liquide conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 ;

Considérant que cet engagement rend caduque la demande d'aménagement mentionnée dans le courrier du 7 juin 2023 susvisé ;

Considérant que l'article 8 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 prescrit les dispositions suivantes :  
« Afin de limiter les quantités de produit rejetées en cas de fuite et de mettre le réservoir en sécurité, toutes les lignes de circulation de gaz inflammable liquéfié raccordées directement à la phase liquide du réservoir (à l'exclusion des lignes de purge et d'échantillonnage) sont dotées de deux organes de fermeture à fonctionnement automatique et à sécurité positive :

- l'un est interne au réservoir, sauf, pour ceux construits avant le 22 juin 1993 lorsque l'impossibilité technique de le mettre en place est justifiée par l'exploitant. Ce système de fermeture interne peut être remplacé par un dispositif externe équipé d'une protection thermique et mécanique équivalente à un système interne et décrite dans l'étude de dangers ;
- [...] »

Considérant que ces dispositions sont applicables au 29 janvier 2008 pour les installations existantes en application de l'article 14 dudit arrêté ministériel ;

Considérant que les quatre réservoirs datant de 1985 et le réservoir datant de 1996 ne sont pas actuellement équipés d'un organe interne de fermeture sur le soutirage relié à la phase liquide ;

Considérant que la justification de l'impossibilité technique de mettre en place, sur le soutirage relié à la phase liquide des quatre réservoirs datant de 1985, un organe interne de fermeture à fonctionnement automatique et à sécurité positive n'a pas été apportée par l'exploitant ;

Considérant que l'exploitant s'est engagé dans son courrier du 17 juin 2024 à mettre en conformité les quatre réservoirs datant de 1985 et le réservoir datant de 1996 en les équipant chacun d'un clapet interne de fermeture à fonctionnement automatique et à sécurité positive conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 ;

Considérant que l'article 5-2-2 du titre 3-D-1 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2019 prescrit les dispositions suivantes pour certains réservoirs de gaz inflammables liquéfiés du service Fluorés :

« [...] L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- un seuil « haut » correspondant à la limite de remplissage en exploitation, laquelle ne peut excéder 90 % du volume du réservoir ;
- un seuil « très haut » correspondant au remplissage maximal de sécurité, lequel ne peut excéder 95 % du volume du réservoir.

*Le franchissement du niveau « très haut » est détecté par deux systèmes distincts et redondants dont l'un peut être le système servant à la mesure en continu du niveau et / ou à la détection du niveau haut. La défaillance de tout élément de transmission et de traitement du signal constituant un mode de défaillance commun entraîne la mise en sécurité.*

*Par des dispositifs d'asservissement appropriés, le franchissement du niveau « haut » entraîne, éventuellement après temporisation, l'arrêt automatique de l'approvisionnement du réservoir et l'information du préposé à l'exploitation. Le franchissement du niveau « très haut » actionne, outre les mesures précitées, les organes de fermeture des canalisations d'approvisionnement du réservoir, de mise en sécurité de l'installation et l'alarme du personnel concerné. [...] »*

Considérant que ces dispositions préfectorales sont applicables au 25 juillet 2019 ;

Considérant que l'exploitant informe dans son courrier du 17 juin 2024 de la mise en conformité effective en octobre 2023 d'un réservoir à ces dispositions préfectorales ;

Considérant que l'échéancier de mise en conformité à certaines dispositions des articles 2 et 8 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008, proposé par l'exploitant dans son courrier du 17 juin 2024, est coordonné avec celui de mise à disposition des réservoirs dans le cadre de leur inspection réglementaire au titre des équipements sous pression, l'installation d'une mesure de niveau et d'un clapet interne de fermeture sur le soutirage liquide nécessitant une vidange et un dégazage préalables des réservoirs concernés ;

Considérant que les non-conformités susvisées sont susceptibles d'altérer la maîtrise des risques par l'exploitant sur le secteur Fluorés ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions préfectorales est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Jura ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>ER</sup>

La société SOLVAY FRANCE, exploitant d'installations sur le site industriel de Tavaux, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes des articles 2 et 8 de l'arrêté ministériel modifié du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques, sous les délais fixés ci-après :

#### « Article 2 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008

Le sur-remplissage est prévenu par un contrôle du niveau de la surface libre de la phase liquide. Ce niveau est mesuré en continu. Le résultat de la mesure est mis à la disposition de l'exploitant et de la personne en charge du remplissage. [...]. Deux seuils de sécurité sont fixés :

- un seuil « haut », lequel ne peut excéder 90 % du volume du réservoir ;
- un seuil « très haut », lequel ne peut excéder 95 % du volume du réservoir.

Le franchissement de ces seuils est détecté par des dispositifs indépendants de la mesure en continu prévue au premier paragraphe ci-dessus. Par des dispositifs d'asservissement appropriés, le franchissement du niveau « haut » entraîne l'arrêt automatique de l'approvisionnement du réservoir, sans temporisation, et l'information immédiate de l'exploitant et de l'opérateur effectuant la manœuvre de remplissage.[...] ».

#### Échéancier de mise en conformité :

Réservoir concerné du service Fluorés	Date limite de mise en conformité
M025	Janvier 2026
M027	Juin 2027
M035	Juillet 2028

#### « Article 8 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008

Afin de limiter les quantités de produit rejetées en cas de fuite et de mettre le réservoir en sécurité, toutes les lignes de circulation de gaz inflammable liquéfié raccordées directement à la phase liquide du réservoir (à l'exclusion des lignes de purge et d'échantillonnage) sont dotées de deux organes de fermeture à fonctionnement automatique et à sécurité positive :

- l'un est interne au réservoir, sauf, pour ceux construits avant le 22 juin 1993 lorsque l'impossibilité technique de le mettre en place est justifiée par l'exploitant. Ce système de fermeture interne peut être remplacé par un dispositif externe équipé d'une protection thermique et mécanique équivalente à un système interne et décrite dans l'étude de dangers ;
- [...] »

Échéancier de mise en conformité :

Réservoir concerné du service Fluorés	Date limite de mise en conformité
M025	Janvier 2026
M027	Juin 2027
M005	Janvier 2028
M015	Mars 2028
M035	Juillet 2028

## ARTICLE 2 - SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

## ARTICLE 3 - NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SOLVAY FRANCE.

## ARTICLE 4 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Besançon, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de la justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérécourse citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## ARTICLE 5 - EXECUTION

La Secrétaire Générale de la Préfecture du JURA, Monsieur le Sous-Préfet de DOLE, Messieurs les Maires des communes d'ABERGEMENT-LA-RONCE, de DAMPARIS et de TAVAU, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera notifiée.

Fait à Lons-le-Saunier, le

**03 SEP. 2024**

Le Préfet  
  
Serge CASTEL

13 SEP 1954

13 SEP 1954